

Article 31 du Règlement

pour essayer, avec sectarisme, de monter les régions les unes contre les autres. C'est tout à fait inacceptable!

L'un des pires à cet égard est le député de Fraser Valley-Ouest qui calomnie les scientifiques et chercheurs laborieux du Centre de recherche sur les aliments de l'Université de Moncton.

Par respect pour la vérité, je dois préciser que, contrairement à ce que le député a laissé entendre, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique n'a pas simplement contribué à faire de la confiture. Elle a favorisé la recherche et le développement dans le secteur des petits fruits. Ces travaux de recherche et de développement aident au développement de nouveaux marchés pour des produits allant des boissons gazeuses aux gelées. Ainsi, ce n'est pas une petite industrie qu'il faut rabaisser. Par exemple, le secteur du bleuets à lui seul fournit 10 000 emplois directs dans la région de l'Atlantique et représente des recettes de 35 millions de dollars.

Les réformistes devraient y aller doucement lorsqu'ils calomnient les Canadiens laborieux de la région de l'Atlantique en décrivant leurs entreprises commerciales. Ils ne seront jamais un parti national. . .

Le Président: Chers collègues, je vous encourage à utiliser judicieusement des mots comme «calomnier» et «demi-vérités». Nous nous avançons sur un terrain glissant, lorsque nous utilisons ces termes. J'invite tous les députés à bien réfléchir avant de se lancer.

* * *

LE TIMOR ORIENTAL

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce, Lib.): Monsieur le Président, le samedi 12 novembre dernier était le troisième anniversaire du massacre de Dili, au Timor oriental.

Depuis l'invasion du Timor oriental par les forces armées indonésiennes en 1975, le tiers de la population nationale a été éliminée, ce qui représente, proportionnellement à la population, le pire génocide depuis l'holocauste.

En dépit de deux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies condamnant l'invasion et demandant le retrait des troupes indonésiennes, l'Indonésie n'a amorcé aucun retrait de ses troupes et les Nations Unies n'ont toujours pris aucune disposition pour faire respecter ces résolutions.

Étant donné que le premier ministre a déclaré, lorsqu'il était dans l'opposition, qu'il prendrait des dispositions pour appuyer les résolutions des Nations Unies, je l'exhorte à donner suite à sa promesse et à soulever la question auprès des Nations Unies et ailleurs, et à suspendre toute vente d'armes à l'Indonésie.

* * *

M^{ME} SUU KYI

M. Harbance Singh Dhaliwal (Vancouver-Sud, Lib.): Monsieur le Président, le 20 septembre j'ai rappelé à la Chambre que M^{me} Suu Kyi, qui avait été élue démocratiquement par la majori-

té de la population birmane, était toujours emprisonnée. M^{me} Suu Kyi est assignée à résidence depuis son arrestation en 1989.

• (1405)

Les autorités militaires de Birmanie ont rencontré M^{me} Suu Kyi le 20 septembre, mais elles n'ont fait aucune promesse ni fixé aucune date de libération possible.

Je demande à tous les députés de continuer de dénoncer activement la situation en Birmanie et d'appuyer une motion demandant à l'Assemblée générale des Nations Unies de condamner le régime militaire de Birmanie et de rétablir la démocratie dans ce pays.

* * *

[Français]

LE CRTC

Mme Suzanne Tremblay (Rimouski—Témiscouata, BQ): Monsieur le Président, les journaux nous rapportent aujourd'hui qu'un analyste à l'emploi du CRTC a effectivement considéré que le ministre du Patrimoine appuyait la demande de permis d'un de ses commettants, et ce, bien avant que le ministre insiste publiquement pour dire qu'il n'avait jamais tenté d'influencer la décision du CRTC. L'analyste a d'ailleurs exprimé son avis en ce sens à un comité du conseil chargé justement d'évaluer la demande de permis en question.

Il s'agit donc ici de beaucoup plus qu'un simple geste imprudent, comme le prétend le ministre. Ces dernières révélations nous prouvent au contraire que le ministre s'est littéralement ingéré dans les affaires du CRTC, un organisme quasi judiciaire et indépendant du gouvernement. Ces informations nouvelles nous confirment que le ministre a effectivement maintenant perdu toute crédibilité.

* * *

[Traduction]

LES PHARES

M. John Duncan (North Island—Powell River, Réf.): Monsieur le Président, hier, lors d'une réunion du Comité sénatorial permanent des transports, les sénateurs libéraux ont annulé la mission d'enquête qu'il avait été proposé d'effectuer la semaine prochaine en Colombie-Britannique afin de tenir des consultations publiques sur l'avenir des phares.

Le mandat de cette mission avait été établi bien avant que la garde côtière n'ait fait part de son intention de fermer les phares. Il s'agit clairement d'un geste politique des sénateurs libéraux afin d'empêcher les citoyens et les associations concernés de donner leur opinion sur l'avenir des phares sur la côte ouest.

Un comité parlementaire spécial sur les phares, coprésidé par le sénateur Pat Carney et moi-même, a été constitué aujourd'hui. Ce comité tiendra des audiences publiques la semaine prochaine à Richmond, Sidney et Campbell River. Le groupe chargé de ces audiences se composera de deux autres sénateurs et de députés.